

## Vietnam

Cinquième session du GTEPU, 4-15 mai 2009

### *Informations soumises au GTEPU*

Le **Rapport national** [A/HRC/WG.6/5/VNM/1] reconnaît les 54 groupes ethniques du Vietnam qui vivent en harmonie et jouissent de droits humains égaux (§ 5), et informe des politiques prioritaires pour accroître l'intégration sociale des minorités ethniques, promouvoir leurs cultures et leurs langues, et assister leurs enfants, tout en leur garantissant la jouissance des droits fondamentaux dans le contexte d'une économie de marché (§ 6, 14, 37, 41, 52). La politique ethnique du Vietnam vise à promouvoir l'égalité, l'unité, le respect réciproque et la coopération pour le développement mutuel (§ 48). Des agences et organisations nationales sont responsables d'assurer les droits des minorités ethniques (§ 49) ; et des programmes et politiques visent à améliorer les moyens d'existence des foyers appartenant à des minorités ethniques, les infrastructures dans les zones reculées, l'accès aux prêts pour la production et l'établissement, et l'accès aux moyens de communication, qui ont amélioré les conditions des minorités ethniques (§ 50, 51). Le Vietnam a souligné le manque de connaissance des lois et des politiques de la part des communautés ethniques, qui entrave les efforts gouvernementaux pour améliorer leurs niveaux de vie (§ 73). Le Vietnam s'engage à accorder une attention spéciale aux minorités ethniques dans ses priorités en matière de droits de l'homme (§ 79, 84, 85, 87, 88).

Dans la **Compilation des documents onusiens** [A/HRC/WG.6/5/VNM/2]:

- l'équipe de pays de l'ONU souligne la **grande vulnérabilité des femmes et des enfants des minorités ethniques** à la **pauvreté**, à l'**inégalité** et à la **mortalité**, ainsi que leur **accès inadéquat à l'éducation** (§ 19, 47, 56).
- Le CRC souligne (§ 58) la **discrimination institutionnelle à l'égard des minorités ethniques**, en particulier dans l'accès aux soins de santé et à l'éducation [CRC/C/15/Add.200, § 22], et l'intégration économique (rapport UNDG 2006, § 57).
- Le CEDAW fait part de son inquiétude (§ 46, 57) concernant le **manque d'accès des femmes des minorités ethniques aux services de santé, à l'emploi et aux facilités de crédit adéquats**, et leur **vulnérabilité face à la restructuration économique**, et appelle à l'adoption rapide du projet de loi sur les minorités ethniques, y compris des dispositions sur l'égalité entre les genres [CEDAW/C/VNM/CO/6, § 23, 28, 29].
- Le CERD, le RS sur la liberté de religion et le Comité de droits de l'homme soulignent (§ 36, 37, 54) les allégations de **violations de la liberté de religion des groupes ethniques minoritaires**, y compris les peuples khmer-krom et degar/montagnard [A/56/18, § 420 ; E/CN.4/2006/5/Add.1, § 473-478 et A/HRC/7/10/Add.1, § 314-319] ;
- le Comité des droits de l'homme demande au Vietnam (§ 65) de rendre compte de la garantie du respect des droits des PA [CCPR/CO/75/VNM, § 19, 23 ; et Add.2].

Dans le **Résumé des renseignements des parties prenantes** [A/HRC/WG.6/5/VNM/3], ECLJ, IRPP et CSW relèvent la discrimination religieuse et la persécution auxquelles les minorités ethniques font face (§ 20, 21, 25, 26). UNPO exhorte le Vietnam à reconnaître les peuples khmer kampuchea krom et montagnard en tant que PA, à régler leurs revendications foncières conformément à la Déclaration, et à ratifier la Convention 169 de l'OIT (§ 44, 49). AI souligne les restrictions continues au mouvement et à la liberté de religion des PA montagnard (aussi FIDH/VCHR), et des incarcérations prolongées suite aux manifestations en 2001 et en 2004 (§ 45). FIDH/VCHR et INDIG dénoncent l'exclusion sociale, et la migration des colons avec le soutien de l'État qui sape la culture traditionnelle et l'exercice de l'autodétermination des peuples montagnard et khmer-krom (§ 46, 47). KKF dénonce le fait que le Gouvernement n'a pas garanti les soins de santé au peuple khmer-krom, ainsi qu'une éducation adéquate dans sa langue maternelle, et l'accès aux études supérieures pour les enfants et les jeunes khmer-krom, tout en bloquant tout soutien externe perçu comme étant déterminé par des motivations politiques (§ 41, 43). Les limites aux pratiques religieuses des Khmer-Krom affectent la transmission de leur langue et de leur patrimoine culturel (INDIG, § 42 ; ATLP, § 48). UNPO relève que les Autochtones khmer-krom qui affirment leurs droits souffrent de répression de manière disproportionnée (§ 49, 50).

Parmi les **questions présentées à l'avance** au Vietnam, la Suède s'enquiert de l'amélioration de la prévention de la violence et de la discrimination contre les Montagnard.

## Document final

Dans le **rapport du GTEPU** [A/HRC/12/11], le Vietnam rappelle la coexistence pacifique de longue date de ses groupes ethniques (§ 7) ; et souligne la représentation et la participation politiques croissantes des minorités ethniques (§ 15), et les améliorations en matière de réduction de la pauvreté, d'éducation et d'utilisation de la langue dans les médias pour les minorités ethniques (§ 13, 18). Cuba souligne la protection des droits des minorités ethniques (§ 34). Le Canada salue les améliorations en matière d'égalité entre les genres, d'éducation et de liberté religieuse pour les groupes de minorités ethniques (§ 35). La République de Corée exprime son inquiétude concernant la marginalisation économique des femmes et des enfants des minorités ethniques (§ 81). La France s'enquiert de la lutte contre la discrimination et la violence à l'égard des minorités ethniques (§ 85). Le Pakistan s'enquiert de l'amélioration de l'harmonie socioculturelle parmi les minorités ethniques (§ 91). Le Vietnam répond en rappelant ses principes et ses réalisations en faveur des minorités ethniques, tout en reconnaissant que les zones où vivent les minorités ethniques connaissent encore un retard en matière de développement (§ 69, 72).

Parmi les **recommandations** du rapport que le Vietnam soutient (§ 99), la Fédération de Russie recommande la publication de documents de sensibilisation aux droits des femmes dans les langues ethniques (27). Le Japon recommande la promotion des droits de l'homme des minorités ethniques (29). L'Inde recommande de garantir une meilleure participation sociopolitique des minorités ethniques (54 ; aussi Chine, 75). Cuba recommande de poursuivre les efforts de participation pour fournir une éducation et des soins de santé aux minorités ethniques (68). L'Azerbaïdjan recommande de poursuivre les efforts de réduction de la pauvreté pour les minorités ethniques (74). Le Népal et l'Inde recommandent la protection des langues et de la culture des minorités ethniques (76 ; aussi Philippines, 78). Parmi les recommandations que le Vietnam s'engage à examiner (§ 100), le Mexique recommande la ratification de la Convention 169 de l'OIT (1), que le Vietnam rejette (§ 102). Parmi les recommandations que le Vietnam considère comme étant mises en œuvre (§ 101), la Suède recommande une amélioration de la prévention de la violence et de la discrimination à l'égard des minorités ethniques (5). Dans sa **réponse** [A/HRC/12/11/Add.1], le Vietnam s'engage à mieux garantir les droits des minorités ethniques, notamment au moyen de programmes ciblés (§ 3). Le Vietnam réaffirme la solidarité et l'égalité comme principes de sa politique ethnique, la garantie constitutionnelle de non-discrimination, et des plans de développement spécifiques pour les minorités ethniques (§ 10).

Dans le **Rapport de la 12<sup>e</sup> session du CoDH** [A/HRC/12/50, § 474-506], le Vietnam rejette l'accession à la Convention 169 de l'OIT (§ 479). Le Brunéi Darussalam, la Chine et la *Vietnam Peace and Development Foundation* saluent la protection accrue des droits des minorités ethniques (§ 483, 485, 494). La *Vietnam Family Planning Association* appelle à l'amélioration de l'accès des minorités ethniques à des services de santé de qualité (§ 496). Human Rights Watch relève que le Vietnam a récemment arrêté et emprisonné plus de 30 Montagnard chrétiens (§ 498).

<b>Liste des abréviations</b>	
ACFN: Athabasca Chipewyan First Nation	FL: France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand
ACHR: Asian Centre for Human Rights	FNS: First Nations Summit, British Columbia
ACPD: Action Canada pour la Population et le Développement	FORUMASIA: Asian Forum for Human Rights and Development
ADHOC: Cambodian Human Rights and Development Association	GCC: Grand Conseil des Cris
AHFD: Al-Hakim Foundation	ICERD: Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale
AHR: Advocates for Human Rights	ICTJ: International Centre for Transitional Justice
AI: Amnesty International	IDMC: Internal Displacement Monitoring Centre
AIANZ: Amnesty International Aotearoa New Zealand	II: Interfaith International
AICT: Association internationale contre la torture	IITC: International Indian Treaty Council
AIPP: Asian Indigenous Peoples Pact	INET: Indigenous Network on Economics and Trade
AIRT: Aotearoa Indigenous Rights Trust	IOIRD: Organisation internationale de développement des ressources autochtones
AITPN: Asian Indigenous and Tribal Peoples Network	IPLPP-UA: Indigenous Peoples Law and Policy Program of the University of Arizona
APN: Assemblée des Premières Nations	IRPP: Institute on Religion and Public Policy
APNQL: Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	IWA: Indigenous World Association
ATLP: Association Tourner la page	IWGIA: International Work Group for Indigenous Affairs
BABSEA: Bridges Across Borders South-East Asia	JOAS: Jaringan Orang Asal SeMalaysia
BARCADH: Centro Regional de Derechos Humanos «Bartolomé Carrasco Briseño»	KKF: Khmer Kampuchea-Krom Federation
BCM: Bar Council of Malaysia	

<p>CAPAJ: Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos</p> <p>CAPDTC: China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture</p> <p>CAT: Comité de l'ONU contre la torture</p> <p>CCDE: Coalition canadienne pour les droits de l'enfant</p> <p>CCDP: Commission canadienne des droits de la personne</p> <p>CDHUDP: Centro de Derechos Humanos de la Universidad Diego Portales, Chile</p> <p>CDPEO: Consorcio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad, Oaxaca</p> <p>CED: Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun</p> <p>CEDAW: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes</p> <p>CERD: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale</p> <p>CESCR: Comité de l'ONU des droits économiques, sociaux et culturels</p> <p>CHS: Corporación Humanas – Santiago, Chile</p> <p>CISA: Consejo Indio de Sudamérica</p> <p>CLN: Comité de Liberación 25 de Noviembre</p> <p>CMW: Comité de l'ONU des travailleurs migrants</p> <p>CNDH: Comisión Nacional de los Derechos Humanos, México</p> <p>CNDHL: Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés, Cameroun</p> <p>COHRE: The Centre on Housing Rights and Evictions</p> <p>COMANGO: Coalition of Malaysian NGOs in the UPR process</p> <p>CPJ: Citizens for Public Justice, Canada</p> <p>CRC: Comité de l'ONU des droits de l'enfant</p> <p>CS: Cultural Survival</p> <p>CSI: Confédération syndicale internationale</p> <p>CSW: Christian Solidarity Worldwide</p> <p>CTSFN: Confederacy of Treaty Six First Nations</p> <p>DHRCR: Defensoría de los Habitantes de la República de Costa Rica</p> <p>ECLJ: European Centre for Law and Justice</p> <p>ECN: Ermineskin Cree Nation</p> <p>ECRI: European Commission against Racism and Intolerance</p> <p>EDUCA: Servicios para una educación alternativa, México</p> <p>EHRCO: Ethiopian Human Rights Council</p> <p>EIP: Association mondiale pour l'école instrument de paix</p> <p>FAFIA: Feminist Alliance for International Action</p> <p>FI: Franciscans International</p> <p>FIACAT: Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture</p> <p>FIDH: Fédération internationale des ligues des droits de l'homme</p>	<p>KKKHRA: Khmer Kampuchea Krom Human Rights Association</p> <p>LBT: Louis Bull Tribe, Canada</p> <p>LCAC: Land Claims Agreements Coalition, Canada</p> <p>LCDP: Loi canadienne sur les droits de la personne</p> <p>LDL: Ligue des droits et libertés</p> <p>LICADHO: Cambodian League for the Promotion and Defence of Human Rights</p> <p>LIMEDDH: Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos Humanos</p> <p>LLIN: Lubicon Lake Indian Nation</p> <p>MDH: Maison des droits de l'homme, RDC</p> <p>MHFNZ: Mental Health Foundation New Zealand</p> <p>MLA: Maya Leaders' Alliance, Belize</p> <p>MNICR: Mesa Nacional Indígena de Costa Rica</p> <p>MoCN: Montana Cree Nation</p> <p>NCHR: Norwegian Centre for Human Rights</p> <p>NNHRCO-TDT: National Network of Human Rights Civil Organizations «Todos los Derechos para Todas y Todos», México</p> <p>NOC: Norwegian Ombudsman for Children</p> <p>NWAC: Native Women's Association of Canada</p> <p>NZEI: NZEI Te Riu Roa, New Zealand</p> <p>NZHRC: New Zealand Human Rights Commission</p> <p>OCDH: Observatoire congolais des droits de l'homme</p> <p>OCRDESCA: Organizaciones Civiles y Redes sobre la situación de los Derechos Económicos, Sociales, Culturales y Ambientales en México</p> <p>OCT: Observatorio Ciudadano – Temuco</p> <p>ODVV: Organization for Defending the Victims of Violence</p> <p>OHRJC: Oromia Human Rights and Justice Council</p> <p>OSCEPU: Organisations de la société civile pour l'EPU, Mexique</p> <p>RADDH: Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme</p> <p>RAIPON: Russian Association of Indigenous Peoples of the North</p> <p>REDH-JV: Red de Encuentro Dominicano Haitiano Jacques Viau</p> <p>RSPA: Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones</p> <p>RSSG: Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU</p> <p>SCN: Samson Cree Nation</p> <p>SPM: Société pour les peuples menacés</p> <p>SUHAKAM: Human Rights Commission of Malaysia</p> <p>TUPRF: Tibetan UPR Forum</p>
---	---

*Publié le 7 décembre 2010 11*

*UPDATE 92-93 doCip Juillet / Novembre 2010*